

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Montréal, 11 juin 2026 - La Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN) demande au gouvernement d'investir 22M\$ par année pour rendre la contraception gratuite au Québec.

Ce montant représente le coût de la contraception gratuite au Québec incluant les économies liées à la réduction des grossesses non planifiées selon le rapport de recherche *La contraception gratuite au Québec : calculs des coûts et retombées* publié aujourd'hui par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS). En effet, rendre la contraception gratuite permettrait de réduire les grossesses non planifiées du quart alors qu'elles représentent encore aujourd'hui 40% des grossesses totales. Il s'agit d'un coût dérisoire pour une mesure qui touche plus de la moitié de la population et qui pourrait avoir de réels bénéfices en matière de santé publique.

Le coût demeure aujourd'hui la plus grande barrière à l'accès à la contraception. C'est pourquoi la FQPN revendique la contraception gratuite au Québec. En 2024, la FQPN a déposé une pétition à l'Assemblée nationale qui a récolté près de 100 000 signatures. En 2025, un sondage de la firme Léger a démontré que 76% de la population est favorable à cette mesure. Cela démontre que la grande majorité de la population est en faveur de la contraception gratuite au Québec, une mesure essentielle pour plusieurs femmes.

« On a reçu beaucoup de témoignages de femmes qui ne peuvent pas se payer leur contraception tous les mois. Le Québec est rendu là. C'est une question d'égalité. » Anne-Sophie Gignac, coordonnatrice politique du dossier contraception à la Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN). « À la lumière de tous ces constats, qu'est-ce qui empêche encore le gouvernement du Québec de rendre la contraception gratuite? »

À l'approche des prochaines élections provinciales au Québec, la FQPN invite tous les partis politiques à inclure la contraception gratuite dans leur plateforme électorale. Les droits reproductifs des femmes et l'accès à la contraception ne devraient pas être un enjeu politique, mais faire partie d'une vision de société.

Contact Média :

Anne-Sophie Gignac, coordonnatrice politique du dossier contraception

asgignac@fqpn.qc.ca

438-522-5951

Fédération du Québec pour le planning des naissances